

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 14 NOVEMBRE 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 7 novembre 2022, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 14 novembre 2022 à 19 h 00, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Jean-Henri LAURENT, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Bertrand BONNAMOUR, Brigitte CHEMIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Séverine DEBUS qui donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET  
Jean-Michel LEGRAND qui donne pouvoir à Olivier ROBIN  
Nathalie TISSOT qui donne pouvoir à Sylvie CHARDEYRON  
Florence GAUTHIER qui donne pouvoir à Annick SERRE  
Umus PERRONNE qui donne pouvoir à Bernard TAVERNIER  
Thomas GIRARD qui donne pouvoir à Brigitte CHEMIN  
Nathalie ROMANET  
Mihrican AVCI

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'autoriser comme chaque année l'engagement anticipé des crédits d'investissements pour le nouvel exercice budgétaire, en ce qui concerne le budget cinéma.

En effet, la réglementation en matière de comptabilité publique prévoit que les dépenses d'investissements ne peuvent être engagées et mandatées qu'à compter du vote du budget primitif, sauf à délibérer préalablement sur un engagement anticipé, dans la limite de 25 % des crédits votés l'exercice précédent, hors Restes à Réaliser.

La présente délibération permettra, le cas échéant, d'engager des dépenses, soit qui n'auraient pas été prévues en 2022 (casse, vol, remplacement, etc.) soit dont le calendrier de réalisation n'est pas compatible avec le vote du budget primitif du nouvel exercice.

Chapitre	Libellé	Montant voté En 2022	Pourcentage autorisé	Montant disponible
20	Immobilisations incorporelles	11 100 Euros	25%	2 775 Euros
21	Immobilisations corporelles	55 905,12 Euros	25%	13 976,28 Euros

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le

Berger  
Levisault

ID : 001-210102695-20221114-2022\_65-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES PRESENTS ET REPRÉSENTÉS,

- **AUTORISE** l'engagement anticipé de crédits d'investissements, au titre de l'année 2023, pour le budget cinéma.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.